

Faisons de 2012 L'année de la lutte contre l'austérité



Les derniers jours de 2011, la lutte des agents de sécurité des aéroports a confirmé que des résistances existent contre le fatalisme et les résignations. Une invitation aux mobilisations en 2012 pour refuser de payer leur crise. Sans attendre les élections.

2012: L'ANNÉE DE LA CRISE

La crise économique qui sévit depuis plusieurs mois est loin d'être résolue. Malgré les aides massives aux banques et aux entreprises, malgré les mesures de régression sociale prises dans de nombreux pays, la récession est la perspective la plus probable pour l'économie mondiale en 2012. Les sacrifices imposés aux plus démunis, la multiplication des barrières douanières ne suffiront pas à relancer une économie mondiale sapée par la recherche des profits et la spéculation. La crise économique sert de prétexte supplémentaire pour refuser toute prise en compte des impératifs

écologiques alors que la catastrophe de Fukushima et les modifications climatiques sont les signes les plus visibles annonçant des catastrophes plus graves. Les affrontements économiques, le poison du nationalisme, la peur savamment orchestrée des immigrations économique et climatique conduisent le monde sur des chemins de haine et de guerre que l'on espérait cantonnés au siècle précédent.

2012: L'ANNÉE DE SARKOZY ?

Le bilan de l'ex-président du pouvoir d'achat et de la lutte contre

le chômage est catastrophique: recul de l'âge de la retraite, dérégulations du temps de travail, attaques répétées contre les services publics, multiplication des lois sécuritaires et anti-immigrés... Jamais depuis longtemps, le chômage n'a atteint un tel niveau, jamais les inégalités n'ont été plus prononcées. Pour espérer accéder à l'une des deux premières marches du podium du premier tour des présidentielles, Sarkozy n'a d'autre solution que de tenter de séduire une part des électeurs potentiels de Marine Le Pen. La crise ne lui laisse aucune marge de manœuvre sociale, **SUITE PAGE 2**



REGARDS

Salah Hamouri, enfin libre!

Page 2



CAMPAGNE

Poutou 2012.

Pages 4 et 5



ACTU

Pétroplus, le Monopoly de la finance.

Page 10

Agenda

8 janvier, mobilisation anti-FN, Saint-Denis.

Mobilisation contre la venue de Marine Le Pen à Saint-Denis pour sa galette annuelle.

À 12 heures, manifestation devant la Basilique de Saint-Denis.

À 13 h 30, rassemblement, 50, avenue du Président-Wilson, Saint-Denis.

9 janvier, logement, meeting, Paris.

Meeting « Urgence contre le logement cher ! » à l'initiative de la Fondation Copernic et de Droit au logement, avec le soutien de la Plateforme Logement des mouvements sociaux, un meeting unitaire est organisé avec les intervenants suivants : Eva Joly (EÉLV), Philippe Poutou (NPA), Nathalie Arthaud (LO), Pierre Laurent (PCF), Marie-Noëlle Lienemann (PS), Dominique Voynet (EÉLV), Annick Coupé (Solidaires), Bernadette Groison (FSU), Agnès Naton (CGT), Jean-Baptiste Eyraud (DAL), Willy Pelletier (Fondation Copernic), Serge Incerti-Formentini (CNL), Margaux Leduc (Jeudi noir), la Confédération syndicale des familles (CSF), Josiane Balasko, Dan Frank (écrivain), Marina Vlady (comédienne), Albert Jacquart (généticien), Mgr Gaillot, Christophe Alévêque (sous réserve), Agnès Bihl et la graphiste Miss Tic, les dessinateurs Charb et Faujour, pour les visuels. Des familles expulsées, oubliées de la loi Dalo, ou simplement étranglées par la cherté des loyers, s'exprimeront par l'entremise de courtes vidéos.

RV de 18 h 30 à 22 h 30 au Théâtre du Rond-Point, salle Renaud-Barrault, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e (M^o Champs-Élysées). Entrée libre mais réservation obligatoire : www.theatredurondpoint.fr

14 janvier, mobilisation antifasciste, Lille.

Mobilisation antifasciste. À 14 heures, rassemblement antifasciste, prises de paroles. Place Degeyter (M^o Fives). À 15 h 30, conférence-débat « Extrêmes droites en France et en Europe : nouvelles formes du danger ; quelles ripostes ? » Avec André Déchot, auteur de *La galaxie Dieudonné* et Manuel Abramowicz, journaliste à ResistanceS.be, auteur du *Guide des résistances à l'extrême droite*.

À 18 heures, théâtre forum contre le racisme : « Change ton nom ! » par le Théâtre de l'Opprimé, T'OP !

À 20 heures, soirée festive, salle Alain-Colas, 53 rue Marbrerie (M^o Marbrerie).

19 janvier, Société Louise-Michel, Paris.

Débat organisé par la Société Louise-Michel et la revue *Regards* : « À quoi sert Marx aujourd'hui ? » À 19 heures, au Lieu-dit, 6, rue Sorbier, Paris xx^e (M^o Ménilmontant ou Gambetta). Avec Roger Martelli, historien et co-directeur de *Regards*, Isabelle Garo, philosophe et auteure de plusieurs ouvrages sur Marx, et Samy Johsua, universitaire et président de la Société Louise-Michel.

18 janvier, dette, Lyon. Le NPA 69 organise une réunion publique sur le thème « C'est quoi cette dette ? ». RV à 19 h 30 à la Maison du peuple de Vénissieux, 8 bd Laurent-Gérin (M^o Gare de Vénissieux). Plus d'infos sur : <http://npa69.eu.org>

Lire aussi en page 5 tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou



2012, l'année de la lutte contre l'austérité

SUITE DE LA PAGE 1

lui « imposant » un nouveau plan d'austérité en période pré-électorale. C'est pourquoi plus que jamais chaque fait divers sera l'occasion d'une propagande sécuritaire, chaque grève fournira le prétexte à de nouvelles atteintes au droit de grève et la démagogie anti-immigrés de Guéant sera toujours plus présente.

2012: L'ANNÉE HOLLANDE ?

N'oublions pas que François Hollande n'est que la doublure imposée de Strauss-Kahn ex-président du FMI, victime d'un empêchement. Autant dire que l'écart entre le programme d'un PS/FMisé et celui de l'UMP/Lagarde est évidemment mince. Sur aucun sujet, Hollande ne se démarque franchement de Sarkozy : retraite, temps de travail, immigration, nucléaire, sécurité, nationalisme industriel... cherchez la différence.

2012: L'ANNÉE LE PEN ?

Il ne se fait guère de mystère dans les allées du

pouvoir et les salles de rédaction que de nombreux sondages donnent plus de 20% de suffrages potentiels à Marine Le Pen. Après avoir partiellement réussi sa campagne de dédramatisation du Front national, Le Pen tente de récupérer le désespoir et la colère des plus mal lotis de la société. Changer la haine de classe contre la haine de race, voilà son véritable programme. Virer les immigrés pour supprimer le chômage, personne n'y croit mais ça soulage. Mais la haine du Front national pour les syndicalistes, les grévistes et tous ceux qui se battent réellement contre le système est bien réelle. Ne pas laisser se développer le poison nationaliste et raciste, convaincre encore et toujours que le FN est un danger, est plus que jamais indispensable.

2012: L'ANNÉE DES LUTTES !

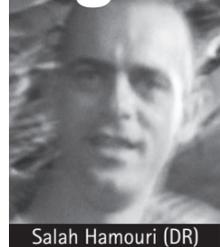
Après la défaite de 2010 sur les retraites, 2011 peut apparaître comme une année de transition. La possibilité de faire reculer le gouvernement et le patronat sur les « grands » dossiers (retraite,

temps de travail, Sécu, éducation, hôpital), paraît souvent trop difficile. Pourtant les salariéEs ont engagé de nombreux combats : Fralib, Fonderie du Poitou, Honeywell, M-real, de nombreux hôpitaux et bureaux de poste, la secteur du nettoyage ou la dernière lutte de 2011, celle des agents de sécurité des aéroports. Une volonté de riposte que l'on retrouve à l'échelle du monde. Sur fond de révolution dans l'ensemble du monde arabe, les mobilisations aux États-Unis, en Angleterre et même en Russie rejoignent les luttes des peuples contre la régression sociale généralisée en Grèce, en Espagne, en Italie et au Portugal et les mobilisations des IndignéEs.

Il ne tient qu'à nous que ces foyers de résistance s'étendent et se généralisent pour mettre un coup d'arrêt aux politiques de régression sociale prétextées par la crise. C'est là la seule « sortie » de crise. La crise est internationale, internationalisons la riposte!
Robert Pelletier

regards

Propos recueillis par Rola Ezzedine, Linda Sehili, Sophie Baier, Maxime Besselièvre



Salah Hamouri (DR)

SALAH HAMOURI Enfin libre !

Salah Hamouri a été libéré le 18 décembre 2011 après avoir passé plus de six ans dans les geôles israéliennes. Nous étions présentEs lors de sa libération et nous avons pu l'interviewer.

Pourquoi as-tu été emprisonné ?

Ma condamnation et celle des autres prisonniers est une condamnation illégitime et illégale. Nous avons été condamnés par un tribunal et un juge militaire. Parfois même sans jugement pendant des mois. J'ai été accusé d'être militant contre l'occupation israélienne. Je devais être libéré plus tôt mais ils ont annulé la loi administrative qui retirait une semaine à chaque année de condamnation, il y a quatre mois. Le but pour Israël est de garder les prisonniers le plus longtemps possible. Avec cette loi, j'aurai dû être libéré le 12 mars au lieu du 28 novembre. L'échange des prisonniers du Hamas m'a permis de sortir le 18 décembre.

Comment cela se passe-t-il dans la prison ?

Il y a plusieurs étapes. La première est l'isolement total pendant trois mois. On nous isole et nous interroge sans répit parfois pendant 60 ou 78 heures sans nous laisser dormir et sous la torture. Ils utilisent tous les moyens possibles pour nous torturer. Ensuite, après les trois mois, j'ai été transféré dans une prison israélienne pour prisonniers politiques. Là-bas, les conditions étaient moins « difficiles » car je n'étais plus en isolement total. Certains prisonniers y restent cependant, sans contact avec leur famille, dans une cellule minuscule, pouvant sortir une heure par jour dans une petite cour, les pieds ou les mains menottés. Ces conditions sont très difficiles, certains en sont morts.

Heureusement que nous sommes forts et que nous avons des idéaux. Le chef de la prison tentait par tous les moyens de nous faire craquer. Les livres nous ont été interdits durant mes deux dernières années d'emprisonnement, nous ne pouvions pas reprendre les études. Les prisonniers surtout de Cisjordanie n'ont pas le droit de recevoir des visites.

La famille, pour avoir l'autorisation de nous rendre visite, doit aller tous les quinze jours demander une autorisation, supporter plusieurs heures de transport, des fouilles interminables et ne nous voit qu'à travers une vitre avec un téléphone, pas plus de 45 minutes. Je suis rentré à 19 ans, aujourd'hui j'en ai 26. Après sept ans de séparation, je n'ai pas vu grandir mes frères et sœurs, je dois réapprendre à les connaître.

Quelle est l'ambiance politique dans la prison ?

La prison nous influence beaucoup. J'y ai acquis ma connaissance politique, historique, culturelle. Les Israéliens encouragent les divisions politiques au sein de la prison. La division Fatah/ Hamas est un cadeau pour eux. J'ai toujours appelé à l'unité du peuple palestinien et à la fin des divisions politiques, trop dangereuses pour notre cause. La colonisation et l'occupation se poursuivent sans relâche et je pense que la priorité est d'y mettre fin.

Il faut unifier tous les partis palestiniens pour continuer la lutte. Tous les moyens de combat sont nécessaires pour arriver à récupérer notre droit, notre indépendance et le retour des réfugiés palestiniens.

Tu étais en prison pendant la construction du mur. Quelle a été ta réaction quand tu l'as vu ?

Le mur a été un grand choc pour moi. Contrairement à ce que peut dire Israël, ce n'est pas un mur de sécurité, c'est un mensonge. Ce mur a été construit afin de séparer les Palestiniens entre eux, et diviser le peu de territoire qui reste.

Penses-tu que le gouvernement français a accéléré ta libération ?

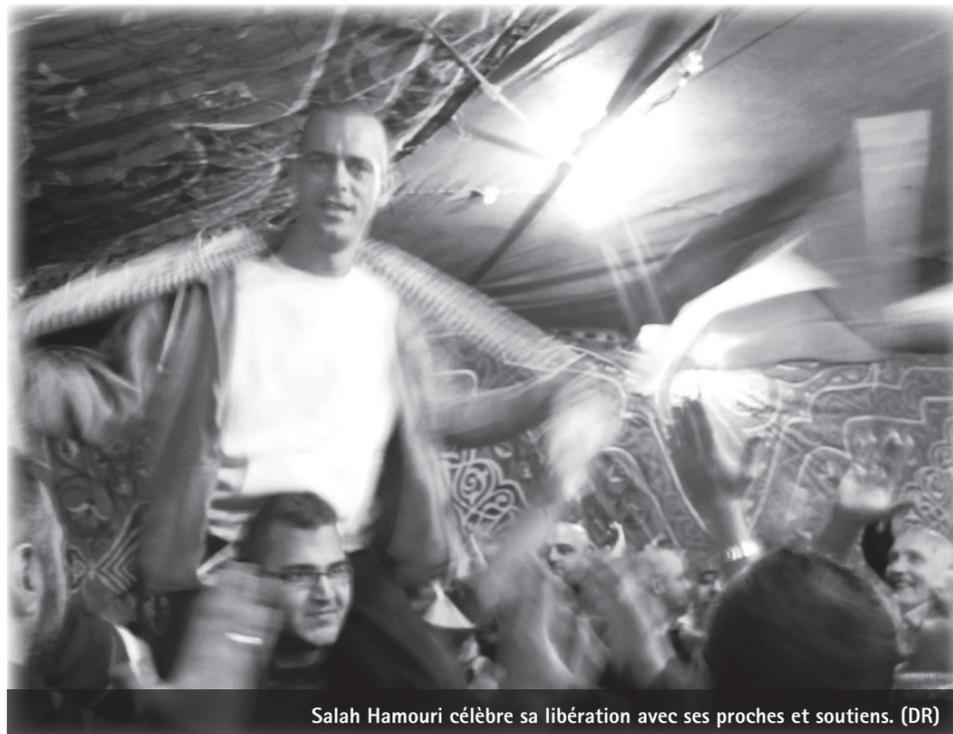
Je dois ma liberté au comité de soutien. Le gouvernement français a été très timide. Je ne pense pas avoir reçu un vrai soutien en tant que français.

Les prisonniers de Jérusalem ont-ils un statut spécifique ?

Ils ont un statut particulier. Ils sont le plus souvent condamnés à de lourdes peines car les Palestiniens de Jérusalem ont une liberté de mouvement plus importante entre les territoires (Cisjordanie, Palestine 48, Jérusalem) que les Palestiniens de Cisjordanie. À mon avis, c'est pour cela que j'ai eu la peine maximum.

Que penses-tu de la campagne Boycott-désinvestissement-sanctions ?

Pour moi, la campagne BDS est une campagne très importante. Le projet sioniste israélien repose en partie sur son économie. Il est donc important de l'attaquer par ce biais. Si jamais le projet sioniste s'écroule, s'ils perdent, ils n'auront alors plus d'autre choix que de donner ses droits au peuple palestinien.



Salah Hamouri célèbre sa libération avec ses proches et soutiens. (DR)

Les « vœux » du président

Dans ses vœux pour 2012, Sarkozy a dévoilé la feuille de route du gouvernement.

Sarkozy a sorti le costard noir devant l'Élysée, puis à Metz, pour nous servir son menu de réveillon. Mais alors que le discours se veut rassurant, c'est bien en habit de croque-mort qu'il nous annonce l'enterrement de nos acquis sociaux, sur fond de nationalisme, de concurrence avec le discours de Marine Le Pen. En apéritif, une bonne dose de nationalisme : références à la grandeur de la France, à la solidarité des institutions, l'essentiel étant de « conjurer le doute qui déclenche la crise de confiance » ! En entrée, il enchaîne, très content de son bilan : réforme des retraites, cadeaux aux banques... « Ce ne sont ni les marchés ni les agences de notation qui feront la politique de la France » chantonne Sarko. On pourrait presque rire si on ne subissait déjà lourdement les politiques d'austérité menées au nom de la stabilité des marchés et du triple A.

Une avalanche de projets antisociaux avant mai

Pour la suite, il nous enjoint à être « courageux et lucides », à ne « pas rester immobiles » ni « différer les choix ». C'est clair : ils veulent boucler un certain nombre de réformes avant mai. Le président prétend que le chômage est dû à l'inadaptation des demandeurs d'emploi au marché du travail. Une vieille rengaine, qui nie l'ensemble des mesures qui ont justement conduit à une augmentation du chômage : défiscalisation des heures supplémentaires, augmentation des cadences de travail, licenciements massifs et contrats précaires, casse des services publics... Sarkozy veut imposer des formations aux chômeurs, dans la lignée de ce qui a déjà été fait pour retirer des droits aux sans-emploi : radiation après trois propositions d'emploi, obligation pour les allocataires du RSA de travailler gratuitement, etc. L'objectif n'est

pas de résoudre le problème du chômage mais de radier des milliers de demandeurs d'emploi. Sur la protection sociale, il propose purement et simplement de baisser les cotisations sociales et de compenser par une augmentation de la TVA. Le bénéfice est clair : les patrons payent moins, les salariés payent plus par la TVA. Cela remet en cause le fondement même de la Sécurité sociale : la socialisation d'une partie du salaire. Les deux arguments avancés par Sarkozy et ses ministres sont, d'une part, la baisse du coût du travail et, d'autre part, l'augmentation des prix des produits d'importation. Cette « TVA antisociale » nous est servie avec la musique nationaliste du « produisons français », mais aura essentiellement pour conséquence de diminuer encore le pouvoir d'achat de celles et ceux

pour qui la TVA, l'impôt le plus injuste puisqu'il est payé quel que soit son revenu, pèse déjà lourd. Sarkozy promet, après Chirac, une taxe sur les transactions financières, dont on n'a jamais vu la couleur... Paroles, paroles...

Au dessert, des attaques contre le droit de grève. Le 1^{er} janvier, à Metz, Sarkozy annonce qu'après la SNCF et l'Éducation nationale, ce serait au tour du transport aérien de se voir imposer le « service minimum ». En pratique, c'est l'obligation de déposer les préavis de grève plus tôt et de se déclarer individuellement en grève. Le service public, Sarko, bien sûr, s'en fout. En revanche, ce qui l'intéresse, c'est de casser les secteurs combatifs et de réduire le droit de grève. Une tournée de vœux est annoncée

tout au long du mois de janvier. Si cela continue, en mai prochain, on sera tout nu dans la rue... Alors, tandis que Mélenchon estime que « la réponse à ces vœux sera dans les urnes », pour nous, c'est dès maintenant, et par nos mobilisations, qu'il faut dégager Sarkozy. Cela ne se fera pas non plus au « sommet social » du 18 janvier auquel Sarkozy a convié toutes les « forces économiques et sociales ». Il est de la responsabilité de toutes les organisations du mouvement ouvrier, syndicats comme partis, de construire sans attendre la bataille sociale et politique contre ce gouvernement et sa politique. Faute de quoi, la gueule de bois pourrait nous assommer bien après mai...
Camille et Antoine Larrache



Par **Christine Poupin**

TOUT AUGMENTE... SAUF LES REVENUS

Le passage à 2012 a déclenché une véritable avalanche d'augmentations. Ce sont d'abord les effets de l'augmentation du taux réduit de la TVA qui passe de 5,5% à 7% sur les travaux, l'hébergement, les services à la personne, la restauration... Cette augmentation concerne aussi les transports, du ticket de métro aux tarifs de la SNCF, qui annonce une hausse moyenne de 3,2%, en passant par les transports urbains des villes de provinces. Quand ce gouvernement a chanté sur tous les tons qu'il n'augmenterait pas les impôts, il fallait évidemment comprendre les impôts des plus riches. En revanche, il n'y va pas avec le dos de la cuillère quand il s'agit de l'impôt le plus injuste, le plus inégalitaire, celui qui frappe d'abord et surtout les plus pauvres : la TVA. Il y a ensuite les taxes prévues par les plans de rigueur comme celles sur les sodas et sur l'alcool qui doivent rapporter 580 millions de recettes supplémentaires à l'État. Au nom de notre santé, paraît-il ! C'est sans doute aussi pour notre santé que nos mutuelles vont augmenter, amenant ainsi un nombre toujours croissant de personnes à renoncer à cette assurance complémentaire et par conséquent, alors que les remboursements par la Sécurité sociale ne cessent de diminuer, à renoncer purement et simplement à se soigner. Autre augmentation dramatique, et qui concerne 12 millions de foyer, celle du gaz de 4,4% au 1^{er} janvier. Depuis la privatisation, en cinq ans, il aura augmenté de 65% ! Il faut ajouter les hausses de prix que les entreprises et la grande distribution pratiqueront en répercutant les nombreuses augmentations des matières premières. Se déplacer, se chauffer, se soigner... ce sont des dépenses incompressibles et qui représentent une part importante du budget des salariés et des plus modestes qui sont le plus lourdement frappés. L'augmentation des salaires, des retraites, des minimas sociaux est une mesure urgente d'autodéfense : plus 300 euros immédiatement, c'est le rattrapage indispensable ! Mais pour qu'il ne soit pas englouti par la hausse des prix, il faut imposer l'indexation sur les prix, une échelle mobile des salaires, des retraites et des minimas sociaux.

Hôpitaux : une dette illégitime

En octobre 2011, la faillite de la banque Dexia attire l'attention sur l'ampleur de la dette des hôpitaux publics dont 20% serait composée de produits dits « à risque ». Mais les emprunts « toxiques » ne sont que la partie la plus visible de l'endettement massif des hôpitaux, qui atteint aujourd'hui, selon la Cour des comptes, 21,7 milliards d'euros. Si Sarkozy ne manque pas une occasion de dénoncer cet endettement et d'exiger le « retour à l'équilibre » budgétaire, il se garde bien de poser la question trop « risquée » : d'où vient la dette ? C'est à partir de 2003 que la dette des hôpitaux s'envole, avec le plan dit « Hôpital 2007 ». Faisant le constat (juste) de la vétusté des équipements hospitaliers (taux de vétusté de 68% !), ce plan engage une politique d'investissements

massifs. Mais refusant de revenir sur les causes – l'insuffisance de financement des hôpitaux –, la solution apportée – le recours à l'emprunt auprès des banques – aboutit à la situation actuelle. Le vieillissement des équipements hospitaliers est la conséquence directe des politiques de restriction budgétaire menées au cours des années 1980 et 1990 au nom de la « maîtrise des dépenses de santé », par tous les gouvernements. Pour préserver leurs budgets de fonctionnement et en particulier payer le personnel, les directeurs d'hôpitaux n'ont eu d'autre solution que de réduire au minimum la part de leurs budgets consacrés à la rénovation et à l'équipement. Parallèlement, l'État et la Sécurité sociale ont de moins en moins accompagné financièrement les projets immobiliers, ou l'achat de matériels coûteux.

La politique de « relance de l'investissement » choisie en 2003, n'a pas consisté à financer les équipements nécessaires mais pour l'essentiel à les aider à emprunter auprès des banques, faisant ainsi exploser leur dette. Cet endettement s'est d'autant plus aggravé que le même plan gouvernemental a mis en place un système de tarification défavorable à l'hôpital public qui précarise les recettes et fragilise encore plus les établissements. Enfin, c'est la privatisation en 1993 par le gouvernement Balladur (Sarkozy étant ministre du Budget) du Crédit local de France et sa fusion avec le Crédit communal de Belgique qui a donné naissance à la banque Dexia, convertie aux logiques du marché et de la spéculation, avec pour conséquence les « emprunts toxiques ».

Insuffisance de financement public pour exonérer le patronat du financement de la protection sociale, obligation d'avoir recours aux banques privées engagées dans des opérations financières spéculatives, la dette hospitalière a les mêmes causes que la dette des États. Elle relève de la même thérapeutique : l'annulation de cette dette illégitime, un financement de l'hôpital public et de l'ensemble du système de santé en fonction des besoins, grâce à des cotisations sociales payées par les employeurs, un système bancaire public permettant aux établissements de financer leurs investissements.

Jean-Claude Delavigne



En campagne

Le tournant de la récession

La récession est devenue l'un des axes majeurs de la campagne électorale. Au lieu de nous y résigner, comme le préconisent la droite et le PS, nous devons au contraire la combattre.

La France est en récession. Pour l'Insee, le PIB devrait reculer de 0,2% au dernier trimestre 2011, de 0,1% au premier trimestre 2012 et peut-être augmenter de 0,1% au deuxième trimestre. La production industrielle à l'été 2012 resterait inférieure à son niveau de 2008 et l'investissement continuerait à reculer au moins jusqu'à cette date. Le chômage (selon les calculs officiels qui ne prennent en compte qu'une partie de la réalité!), aujourd'hui déjà à 9,3%, dépasserait 10% en 2012.

Le recul est moins sévère que fin 2008 et début 2009 (-1,5%), mais après deux années où la croissance avait quand même un peu repris, grâce à l'intervention dopante de l'État, il marque bien la profondeur de cette crise du capitalisme. Depuis 2008, il y a un million de chômeurs de plus en France. Or, alors que le nombre de chômeurs et de précaires s'était stabilisé à ce haut niveau, il s'annonce désormais de nouvelles vagues de licenciements, de fermetures d'usines, qui vont durablement dévaster des villes et des régions entières.

Ce basculement dans la récession est un tournant dans la situation économique, mais aussi politique. Sarkozy prétendait qu'il n'y avait pas d'autre politique possible que l'austérité pour éviter une crise sociale majeure, pour éviter de « finir comme les Grecs ». Échec complet. Cette crise est bien là, maintenant ! L'austérité se révèle bien une impasse. Et le masque de Sarkozy-qui-lutte-contre-la-crise peut désormais tomber : alors qu'il ne fait rien pour défendre les emplois et les salaires, il cherche à utiliser cette crise pour imposer de nouveaux reculs sociaux.

Cette crise, la droite et le PS nous demandent de nous y résigner. Le NPA propose au contraire aux classes populaires de refuser de la payer. Contre le fatalisme, contre la fuite en avant libérale, il propose des solutions, qui constituent à la fois un plan d'urgence social et un plan de rupture avec le capitalisme.

C'est l'originalité de notre programme, où le réalisme et la radicalité vont justement de pair !

Car le bouclier social que nous défendons implique une rupture avec la logique du profit privé. On ne peut pas se contenter de parler, illusoirement, d'une sortie de crise par un « plan de relance », comme le font parfois des directions syndicales et le Front de Gauche. L'interdiction des licenciements ne peut déboucher sur une amélioration des conditions de vie de la population que si on l'accompagne d'un partage du temps de travail entre toutes et tous, ce qui implique de commencer à prendre le contrôle sur la marche des entreprises et l'économie. Pour en finir avec la spéculation financière, il faut bien sûr arrêter de payer et même annuler la dette publique, mais au-delà nous devons exproprier les banques, les placer sous le contrôle de la population.

Ce tournant de la récession sera peut-être aussi, il faut l'espérer, un tournant dans la mobilisation sociale. Ce n'est pas un vœu pieux. Mais une nécessité. En 2009, des millions de personnes avaient répondu à l'appel à manifester de l'intersyndicale, qui n'a pas proposé de suites. Aujourd'hui des travailleurs se battent pour leur emploi, ceux de PSA, de SeaFrance, de Pétroplus... Pour aider ces luttes et favoriser leur convergence, il est important de battre en brèche le discours dominant sur la fatalité de la crise, d'apporter des mesures immédiates et des perspectives pour en finir avec la dictature de la finance. Voilà qui rend d'autant plus nécessaire la montée en puissance de notre campagne !

Yann Cézard

En finir avec le chômage

Sous couvert de lutte contre le chômage, le gouvernement prépare de nouvelles attaques contre les droits des salariéEs et le temps de travail.

Xavier Bertrand, le ministre du Travail, en a officiellement « pris acte » : le chômage poursuit sa montée en flèche - 1 000 chômeurs de plus par jour ! Officiellement, on compterait donc 2,85 millions de chômeurs en catégorie A en novembre, ce qui fait un taux de chômage de 9,3% - un record depuis 1999 !

Ces chiffres étaient prévisibles : 10 000 postes avaient été détruits au troisième trimestre 2011, mettant fin à dix-huit mois de création d'emplois.

La course à la compétitivité conduit à transférer directement ou indirectement de nombreux postes de travail vers des pays où les salariéEs disposent de moins d'acquis sociaux, où le prix du travail est moins élevé. Mais surtout, il y a la crise de l'euro, la dette et la politique de rigueur drastique menée par les divers gouvernements de la zone euro.

Cette politique commence à montrer ses effets : perte de pouvoir d'achat, donc anticipation de contraction de l'activité de la part des capitalistes, qui compriment l'emploi, en commençant par ce qui est le plus facile pour eux - l'intérim, dont le marché s'est contracté de plus de 3% cette année. Au final, de proche en proche, toute la production tend à se gripper. On parle de 280 000 suppressions de postes pour 2012, ce qui ferait encore bondir le taux de chômage, bien au-dessus de 10%... Le gouvernement et le patronat responsables de cette explosion du chômage avancent des « réponses » qui, en réalité, sous prétexte de défendre l'emploi, sont une nouvelle offensive contre le code du travail et le mode de fixation des rémunérations.

Lors de son discours de Toulon, début décembre 2011, Sarkozy avait annoncé un sommet social, cette fois « pour l'emploi ». Afin de le « préparer », le gouvernement divulgue ses plans au fur et à mesure qu'on approche de ce sommet, prévu pour le 18 janvier. Il est désormais clair que le gouvernement compte utiliser la présence des « partenaires sociaux » pour faire avancer un de ses sujets favoris : la flexibilité du temps de travail.

Pour Sarkozy, il faut « avoir le courage d'affronter les grandes questions et de

lever les tabous sur les freins à la compétitivité française », en clair rattraper l'Allemagne, pays « où les réformes nécessaires ont été faites ». En fait, en Allemagne, les travailleurEs sont soumis à une austérité sans équivalent depuis quinze ans. Plus de 6,5 millions de personnes, près de 20% des travailleurEs, y touchent actuellement moins de 10 euros brut de l'heure... L'autre grande idée concerne les pactes « compétitivité-emploi » de Xavier Bertrand, en

clair des accords d'entreprise sur les salaires et le temps de travail « à l'allemande ». Pour permettre aux patrons d'exercer un chantage à l'emploi en toute légalité, on autoriserait des accords d'entreprise permettant une flexibilité accrue (donc le développement du chômage partiel) en contrepartie de pseudo-garanties sur l'emploi.

En contrepoint de cet enjeu central, le patronat joue évidemment sa propre partition. Ainsi la CGPME revendique l'allongement « temporaire » de la durée des CDD de 18 à 30 mois...

Tout ce qui va dans le sens du développement du travail à temps partiel contraint sera aussi à l'ordre du jour - « Je crois à l'activité partielle », disait récemment Sarkozy. Concrètement, la simplification du recours au chômage partiel serait à l'étude, ainsi que le versement d'une allocation complémentaire aux salariéEs concernéEs ce qui permettrait à certains syndicats d'endosser la mesure. Là encore : tout bénéfice pour les patrons qui verraient une partie de leurs charges transférée à la collectivité... La « piste » d'un CDI d'intérimaire va dans le même sens...

Le gouvernement dévoilera aussi lors du sommet son projet de « TVA sociale », défendre l'emploi par la compétitivité en

PRODUISONS FRANÇAIS!



baissant les salaires réels en transférant aux salariéEs (via une hausse de la TVA) le coût de la protection sociale, actuellement financée par les employeurs. Une scandaleuse escroquerie.

Les plus provocatrices de ces propositions n'aboutiront peut-être pas avant les prochaines échéances électorales. Mais il s'agit de préparer les débats de la campagne pour une mise en œuvre ultérieure.

Il reviendra donc au NPA et à son candidat Philippe Poutou, forts de l'expérience de la bataille des travailleurs de Ford, de dire tout haut ce que pensent tant de travailleurEs, de militantEs.

On ne peut accepter la moindre remise en cause de nos acquis, alors que la masse des salariéEs se serre la ceinture depuis tant d'années. Nous restons les défenseurEs acharnéEs d'un CDI pour toutes et tous, basé sur un salaire mensuel et une durée du travail hebdomadaire fixe. Il faut garantir à toutes et tous un emploi par l'interdiction des licenciements, « boursiers » ou pas, et répartir le travail existant entre toutes et tous en diminuant le temps de travail. Mais pour cela, encore faut-il ne pas craindre de s'en prendre au système de l'économie de profit. Toute la question est là !

Pascal Morsu

Échos de campagne

La grève des facteurs de Lormont

Presque tous les facteurs de La Poste Lormont-Génicart (dans la banlieue bordelaise), soit les seize titulaires sur les dix-huit employéEs, se sont mis en grève totale et illimitée durant onze jours, en pleine période de fêtes, pour l'emploi et le service public. Ils refusaient une réorganisation entraînant la suppression de deux tournées, sous prétexte de baisse de la population pour cause de renouvellement urbain (1 000 logements démolis dans le quartier, partiellement reconstruits). La direction se fiche

que les bâtiments reconstruits soient parfois plus loin, et les nouveaux sites plus étendus. De plus, les quatre prochains courriers pour les élections et les impôts feront augmenter la charge de travail déjà lourde des facteurs qui n'arrivent plus à finir leurs tournées à temps, multiplieront les heures non payées, avec 1,5 minute pour distribuer chaque colis, même dans les tours...

Les grévistes défendaient aussi le cblement de deux postes vacants avec au moins des CDD. Ils ont eu le soutien des

habitantEs, des éluEs de gauche et de nombreux militantEs locaux venus sur le piquet réunis tous les jours dès 6 h 45 devant le centre. C'est là, en assemblée générale, que se prenaient toutes les décisions.

Dans une lutte unitaire à l'appel de jeunes équipes de SUD et de la CGT, ils ont obtenu la suppression d'une tournée seulement, l'emploi de deux CDD sur les postes vacants et le report en septembre de la réorganisation, avec paiement d'une partie des jours de grève.

ConscientEs de ne pas avoir

obtenu ce qu'ils voulaient, les grévistes ont repris le travail ensemble et la tête haute, en ayant beaucoup appris de cette bagarre déterminée et solidaire. Une lutte « emblématique » aussi, comme l'a dit Philippe Poutou venu les soutenir un matin tôt au piquet de grève, car elle a montré aux autres postierEs menacéEs à tour de rôle par ces réorganisations, faites aux dépens des salariéEs et des usagerEs des services publics, qu'il est possible de résister.

Monica Casanova, élue NPA à Lormont

Recherche des parrainages, lever les obstacles

Nous commençons l'année avec plus de 320 signatures, une bonne base pour entamer la nouvelle étape de ce parcours du combattant pour candidat... Il était important de changer de braquet et c'est désormais le cas, à nous d'amplifier notre mobilisation. Elle est d'autant plus importante que sur ce terrain-là, pas plus la fin de 2011 que 2012 ne nous apporteront de cadeau. Nous reproduisons ci-dessous une réponse à la lettre de Martine Aubry, première secrétaire du PS, demandant aux éluEs leur réserver leur parrainage à François Hollande.

Nous avons bon espoir que les éluEs des petites communes auront un sens plus profond de la démocratie.

Ces premiers mois de l'année 2012 seront un moment décisif pour qu'une voix anticapitaliste se fasse entendre à l'élection présidentielle. Plus que 76 jours avant de déposer nos précieux parrainages, alors mobilisons-nous toutes et tous pour franchir ce premier tour qui nous est imposé !

Lettre ouverte aux éluEs du Parti socialiste

Chères et chers camarades,
Nous avons pris connaissance avec étonnement de la lettre que votre première secrétaire Martine Aubry vous a adressée concernant les parrainages à l'élection présidentielle appelant à ce qu'« aucun parrainage d'élus socialiste et républicain ne manque à notre candidat ».

Il ne fait aucun doute que François Hollande n'a nul besoin des parrainages de tous les éluEs socialistes, puisque le Parti socialiste rassemble des centaines de députés, sénateurs, conseillers régionaux et généraux, maires, etc. Cela est également vrai pour EÉLV et le Front de Gauche ; en revanche, le NPA a peu d'élus et doit consacrer beaucoup de temps et d'énergie pour rencontrer les 30000 maires des communes de moins de 5000 habitants, et trouver beaucoup de portes fermées, à cause entre autres de démarches comme cette lettre de Martine Aubry.

Cette lettre a donc bien une seule conséquence : contribuer à tenter d'interdire aux candidats des petits partis qui ont peu ou pas d'élus d'être présents dans la campagne présidentielle, puisqu'un élu ne peut parrainer qu'un seul candidat. Elle vient renforcer le caractère injuste et antidémocratique de la loi électorale, elle tend ainsi à nier tout simplement l'utilité d'un premier tour, à censurer le débat politique public national et demande aux élus socialistes de s'inscrire dans une logique de bipolarisation de la vie politique.

Cette pression exercée à votre rencontre est en opposition à l'aspiration à plus de démocratie qui souffle partout dans ce pays comme dans le monde. Quel intérêt la gauche peut-elle avoir à reprendre à son compte l'attitude de la droite exprimée il y a peu par Jean-François Copé ?

La campagne présidentielle est un moment important du débat politique, toutes les forces politiques représentatives d'un réel courant d'opinion dans ce pays doivent pouvoir y participer.

Il serait aberrant que nous ne soyons pas présents à cette échéance. En effet le NPA a été de toutes

les échéances électorales (municipales, cantonales, régionales, européennes...) ainsi que de tous les combats contre la politique de la droite. Une formation politique comme la nôtre, qui représente un courant politique reconnu, doit pouvoir être présente pour que le débat politique soit le plus riche devant les électeurs. Ce sont eux qui sont appelés à choisir.

Vous n'êtes pas sans savoir que l'abstention, conséquence de la méfiance croissante au sein du monde du travail et de la jeunesse à l'égard des institutions et des partis, guette cette prochaine échéance. L'appauvrissement du débat par l'absence, la censure, d'importants courants politiques qui se situent à la gauche de la gauche ne pourrait que contribuer à accroître ce discrédit.

Nous souhaitons en finir avec le règne de Sarkozy et de sa politique qui ne font qu'approfondir la crise économique et sociale. Cela passe par la mobilisation de toutes les forces populaires et ouvrières, par la démocratie permettant à toutes celles et ceux qui portent la résistance sociale de s'exprimer.

Certains invoquent le risque que ferait courir à François Hollande la multiplication à gauche des petits candidats. Plusieurs analyses ont démontré que notre courant n'était pas responsable des voix qui ont manqué au candidat socialiste en 2002 ou 2007. Par ailleurs, le nombre de candidats à gauche est plus faible cette année que lors des élections précédentes. De plus, faire vivre la démocratie dans ce pays ne peut pas nuire à une victoire de la gauche, bien au contraire.

C'est pourquoi nous pensons que, contrairement à ce que vous demande Martine Aubry, vous n'avez aucune raison de fermer des portes déjà bien difficiles à ouvrir pour des formations politiques comme la nôtre. Nous avons, vous le savez, plusieurs désaccords avec François Hollande, mais parrainer la candidature de Philippe Poutou, candidat du NPA, ne signifie nullement soutenir notre politique, partager nos idées. Il s'agit d'un



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

geste démocratique.

Nous espérons que votre volonté de démocratie, de défense des libertés et du pluralisme, l'emportera et que la direction de votre parti saura revenir sur les pressions qu'elle voudrait exercer sur vous. Nous vous prions de recevoir nos meilleurs vœux pour 2012 et nos cordiales salutations.

Philippe Poutou et Olivier Besancenot

Le candidat des riches aux Restos du cœur...

La veille de Noël, Nicolas Sarkozy s'est invité dans un centre des Restos du cœur à Vitry-sur-Seine. Discours creux, étalage d'une compassion hypocrite de celui qui dénonce les fraudeurs et les assistés et s'était engagé en 2007 à réduire d'un tiers la pauvreté en cinq ans. On est loin du compte. Le nombre de repas servis par les Restos du cœur est en très forte augmentation, une hausse de 25% sur les trois dernières années, 860000 bénéficiaires, une augmentation de l'ordre de 5 à 8% ces derniers mois avec parfois, dans certains départements, des pics pouvant atteindre jusqu'à 15%. Au point que ses ressources ne permettront pas à l'association de faire face au besoin d'au moins 5 millions d'euros de plus en 2011-2012 pour répondre à une

demande qui ne cesse d'augmenter. On assiste à une dégradation des conditions de vie, la pauvreté ne touche pas que des chômeurs ou des retraités mais aussi des travailleurs et, là encore, pas que des précaires. Il y a de plus en plus de travailleurs pauvres. Il y a toujours dans ce pays plus de 8 millions de pauvres selon les statistiques officielles. Le nombre de personnes condamnées à tenter de survivre avec les minimas sociaux n'a cessé d'augmenter, aujourd'hui à 3,2 millions. Les difficultés pour accéder à une alimentation et un logement décent, aux soins médicaux élémentaires explosent.

Sarkozy tente de faire croire qu'il serait soucieux des souffrances de la population. « Dans la tempête, vous avez souffert. Je sais que la vie de

beaucoup d'entre vous déjà éprouvés par deux années difficiles a été une fois encore durement mise à l'épreuve » a-t-il osé déclarer lors de ses vœux. Compassion hypocrite qui voudrait laisser croire qu'il n'y est pour rien, qu'il n'y peut rien. La fatalité de la crise à laquelle les classes populaires, les plus démunies, les pauvres devraient se résigner. Mensonge cynique et révoltant. C'est bien la politique du gouvernement et des classes dominantes qui creusent les inégalités et créent la misère.

Le lutte contre la pauvreté passe par des mesures simples, comme une revalorisation générale des salaires, des minimas sociaux, des pensions pour garantir à toutes et tous un revenu minimum de 1600 euros. Mais quand les travailleurs demandent leur dû,

comme ceux de la sécurité dans les aéroports lors des fêtes, Sarkozy et son gouvernement se déchainent contre les grévistes, envoient leurs flics. C'est avec cette politique qu'il faut en finir.

Yvan Lemaître



Les CRS protègent Sarkozy des militants venus s'opposer à sa visite. (DA)

Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Lundi 9 janvier, Paris.

Philippe Poutou participe au meeting « 4 heures contre le logement cher » organisé dans le cadre de la campagne nationale unitaire, à l'appel de la Plateforme Logement des mouvements sociaux, à l'initiative de la Fondation Copernic et de Droit au logement.

RV de 18 h 30 à 22 h 30 au Théâtre du Rond-Point, Salle Renaud-Barrault, 2bis, avenue Franklin-Roosevelt Paris 8^e (M^o Champs-Élysées-Clémenceau).

Samedi 14 janvier, Villefranche-de-Rouergue.

Réunion publique à 16 heures, salle des fêtes de Treize-Pierres, chemin de Treize-Pierres.

Judi 19 janvier, Tarbes.

Réunion publique à 18 heures, Amphithéâtre de la Bourse du travail, place des Droits de l'homme.

Judi 19 janvier, Pau.

Réunion publique à 20 h 30, salle 707 Complexe de la République, 8 rue Carnot.

Vendredi 20 janvier, Blois.

Réunion publique à 20 heures, salle des Sarrazines, rue Latham.

Lundi 23 janvier, Poitiers.

Réunion publique à 20 h 30, salle Timbaud, Maison du peuple, rue Saint-Paul.

Judi 26 janvier, Metz.

Réunion publique.

Vendredi 27 janvier, Marseille.

Réunion publique.

Judi 2 février, Strasbourg.

Réunion publique.

Vendredi 3 février, Besançon.

Réunion publique à 20 heures au Kursaal, place du Théâtre.



À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

Retour sur 2011

Le « printemps arabe », événement fondateur du XXI^e siècle

Le « printemps des peuples » est la dénomination qui reste attachée à la vague révolutionnaire qui a secoué l'Europe entière en 1848, et a semé des germes profonds dans l'histoire du monde. Dans ce sens, il est justifié de parler de « printemps arabe » pour parler du processus ouvert début 2011 avec les révolutions tunisienne et égyptienne, et qui est loin d'être achevé. Il bouleverse la région arabe, ses plus de 300 millions d'habitants dans une vingtaine d'États de langue et culture arabo-musulmane commune, mais aussi marqués par de grandes diversités religieuses, culturelles ou nationales. Il a aussi influencé la montée des mouvements de protestation contre l'ordre dominant, de l'Espagne à la Chine ou aux USA, en passant par le Sénégal et le Burkina Faso.

UNE RÉVOLTE QUI VIENT DE LOIN

Depuis plusieurs années, des révoltes localisées éclataient dans le monde arabe, contre la misère et l'absolutisme des divers pouvoirs dictatoriaux. L'élément déclencheur de la vague de fond de 2011 a eu lieu le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, ville marginalisée de la Tunisie. Un jeune précaire s'immolant par le feu pour protester contre l'arbitraire quotidien, et c'est une ville, puis une région qui se soulèvent, affrontent les forces de sécurité. Malgré les morts par dizaines, au fil des jours toutes les villes de Tunisie rejoignent la révolte avec pour mots d'ordre « du travail, la liberté, la dignité ». Face à Ben Ali et à ses affidés, les slogans se radicalisent et s'en prennent directement au dictateur : « Dégage, dégage ! » À partir du 10 janvier, la capitale Tunis est gagnée par l'insurrection et des syndicalistes mettent à l'ordre du jour la grève générale. Alors que celle-ci devient effective le 14 janvier, l'armée lâche Ben Ali et celui-ci s'enfuit, mettant fin à 23 ans de pouvoir absolu.

Dès la fin 2010, l'exemple tunisien a commencé à influencer d'autres pays arabes, de suicides par le feu en manifestations. À partir du 14 janvier, l'agitation s'accélère dans quasiment tous les pays de la région. Et surtout, l'Égypte se soulève de la manière la plus efficace. En moins de trois semaines de rassemblements massifs sur les places des grandes villes comme la place Tahrir du Caire, surmontant la peur des sbires du régime qui font des centaines de morts, gagnant une neutralité momentanée de l'armée et déjouant toutes les manœuvres dilatoires, le peuple égyptien obtient la destitution de Moubarak le 12 février 2011.

Le « printemps arabe » déploie ses potentialités, avec comme toujours l'irruption de l'inédit dans le bouillonnement historique : avec le rôle des jeunes d'abord, très nombreux, plus éduqués que les générations précédentes ; peu organisés dans une vie politique étranglée, mais avec la rage de l'absence de perspectives ; maîtrisant les nouvelles technologies de communication : SMS, Tweeter, Facebook pour contourner la censure et la répression ; avec le rôle des femmes, et des militants associatifs ; avec l'art de la mobilisation : l'occupation des places, les « journées à thème », les slogans qui unifient, qui brocardent les puissants, la corruption, et qui donnent confiance. Enfin, avec une chaîne télé comme Al-Jezira, certes liée au régime qatari mais qui diffuse en continu, dans toutes les maisons, dans tous les cafés les manifestations du monde arabe.

L'EFFET DOMINOS

Bien sûr, il y a aussi des faiblesses. L'expérience politique manque ; les syndicalistes intègres et la gauche radicale ont pesé pour féconder les mouvements, mais après des dizaines d'années de répression, ils sont peu nombreux et divisés. Les islamistes, divers mais beaucoup plus nombreux, sont plus au contact des quartiers populaires et une fois évacués les pouvoirs qui les ont réprimés, leur fond réactionnaire les amène rapidement à défendre l'ordre établi. Et surtout, après la chute de Ben Ali et Moubarak les éléments de leurs régimes s'accrochent fermement à ce qui leur reste de pouvoir. Quant aux autres dictateurs, ils se défendent bec et ongles ! Bref, tout reste encore à faire pour la démocratie et la justice sociale, et pourtant une étape essentielle est franchie. Même si dans certains pays le processus n'est pas parvenu

à s'ancrenir à partir de février (comme en Algérie, au Soudan ou dans les territoires palestiniens), même si dans d'autres où il a atteint une ampleur historique, la répression et quelques concessions l'ont bloqué pour quelques mois (Jordanie, Bahreïn, Oman, Arabie saoudite...), dans certains pays l'effet domino a joué à plein. Au Yémen, en Libye et en Syrie où le verrouillage politique était pourtant terrible, la révolution s'affirme entre février et mars 2011. Au Yémen où les manifestations et les morts sont quotidiens à partir de janvier, les notables basculent peu à peu contre le président Saleh au pouvoir depuis 32 ans, en particulier après les massacres de la mi-mars sur la place du Changement à Sanaa. En avril et mai, le président Saleh tente de négocier avec les monarchies du Golfe et l'opposition officielle un changement limité, mais le peuple ne cessera de s'opposer à ces manœuvres qui continueront jusqu'à la fin 2011, malgré l'attentat du 3 juin qui a failli coûter la vie au dictateur, et malgré l'étiement de son pouvoir.

En Libye, les manifestations de janvier et février contre un pouvoir de Khadafi qui dure depuis 42 ans font face à des forces de répression qui tirent systématiquement à balles réelles. Les défections aident les insurgés à se rendre maîtres par les armes de la plupart des villes du pays. À partir du 10 mars, la contre-attaque khadafiste à partir de troupes mécanisées reprend ville après ville, faisant des milliers de morts. Les pays impérialistes trouvent alors l'occasion de reprendre la main sur une situation régionale qui leur échappe. Menées par Sarkozy, que son soutien jusqu'au dernier jour à Ben Ali a ridiculisé, les puissances occidentales obtiennent, le 18 mars, le feu vert de l'ONU pour que l'Otan mène des opérations militaires aériennes d'aide au peuple libyen. Elles s'en servent pour bombarder plusieurs mois durant les forces de Khadafi, gagnant ainsi la gratitude des rebelles pour avoir sauvé Benghazi et la Cyrénaïque, et Misrata encerclée. Après plusieurs mois d'incertitude, à la mi-août une offensive des insurgés reprend les villes entourant Tripoli, puis la capitale le 21 août. Enfin, le 20 octobre, le dernier bastion du régime, Syrte, tombe après d'intenses bombardements, le convoi de Khadafi est neutralisé par l'Otan et le dictateur massacré par les brigadistes de Misrata. Fin 2011, malgré sa joie d'être libéré, le peuple libyen reste très méfiant devant un Conseil national de transition qui concentre les critiques.

UN MOUVEMENT QUI DURE

En Syrie, après des mobilisations encore timides, la situation a basculé le 18 mars quand la révolte réprimée de Daraa a inauguré un cycle, qui dure encore, de manifestations

sans cesse mitraillées et sans cesse reprenant. Après plus de 5000 morts, le dictateur Bachar Al-Assad tient toujours car Damas et Alep n'ont pas encore massivement basculé dans la révolte, et le pouvoir parvient à manier la peur de l'éclatement du pays. Mais il est sans cesse plus isolé, et le peuple syrien mobilisé continue de proclamer « le peuple veut la chute du régime ! »

Au Maroc, le Mouvement du 20 Février a réussi à durer et à déstabiliser en partie le système monarchique et clientéliste du Maghzen, mais celui-ci a encore des marges de manœuvre. Ainsi les élections législatives du 25 novembre 2011, même avec une faible participation, sont censées lui permettre de mouiller les islamistes au pouvoir et de calmer la rue. Pourtant, les manifestations ont repris à la fin de l'année...

En Tunisie et en Égypte, les mobilisations n'ont pas eu les moyens d'imposer leur propre pouvoir immédiatement. Pour continuer la révolution, elles ont usé leurs forces pendant des mois pour « dégager » les gouvernements provisoires ménageant les anciens régimes. Avec la mise en branle de processus électoraux exigés, mais dévoreurs d'énergie et à cette étape peu clarificateurs, les peuples concernés ont connu à l'automne le paradoxe d'accéder enfin à des élections libres, et de constater que la satisfaction de leurs revendications de base est toujours aussi lointaine après les élections du 23 octobre en Tunisie et en plusieurs étapes en Égypte. La montée des islamistes a même amené certains commentateurs à se demander si la page du « printemps arabe » n'était pas tournée à l'automne. Pourtant, une telle dynamique démocratique et sociale ne peut être refermée ainsi. Chaque avancée révolutionnaire dans un pays de la région relancera les mobilisations ailleurs. Les différentes faces de la contre-révolution cherchent à regagner, mais ce sera long et difficile pour elles aussi. En face, le camp de celles et ceux qui veulent que le processus révolutionnaire aille jusqu'à la disparition des sources d'exploitation et d'oppression doit pouvoir compter sur une solidarité internationale plus affirmée, contre les poisons de la division des luttes et du racisme.

Jacques Babel



dans le monde

Fukushima neuf mois après

Le 11 mars 2011, un séisme, dont l'épicentre est situé au large des côtes nippones, provoque un tsunami dévastant la côte pacifique du Japon et provoquant la mort de plus de 20 000 personnes. Le séisme d'abord, puis le tsunami, touchent de plein fouet les centrales nucléaires japonaises installées sur la côte Est. Parmi celles-ci, la centrale Fukushima Dai-ichi subit les dégâts les plus importants : perte d'alimentation électrique, arrêt des systèmes de refroidissement des réacteurs nucléaires et des piscines de désactivation des combustibles usagés, fusions partielles de cœur dans trois réacteurs, rejets radioactifs importants dans l'atmosphère par dépressurisation volontaire de la part de l'exploitant, rejets massifs d'effluents radioactifs liquides suite aux lâchers d'eau entrepris par l'exploitation pour refroidir les installations...

QUELLES CONSÉQUENCES POUR L'ENVIRONNEMENT ?

Contrairement aux informations rassurantes véhiculées par les médias, la catastrophe continue inexorablement au Japon.

On ne sait toujours que faire de l'eau contaminée par le refroidissement des réacteurs et qui, lorsqu'elle ne s'est pas déjà échappée vers l'océan ou les nappes phréatiques, s'entasse sur le site avec tous les risques de fuites diverses compte tenu de la précarité de la situation.

Sans la pression de l'opinion japonaise, Tepco aurait déjà relâché cette eau dans l'océan.

Les six piscines des réacteurs et la piscine commune nécessitent un refroidissement constant car elles renferment ensemble environ 2 000 tonnes de combustible. Ces piscines sont extrêmement dangereuses et vont entraîner des dépenses pharaoniques de surveillance et d'entretien durant des dizaines d'années.

Les masses fondues de combustible (corium) des réacteurs 1, 2 et 3, représentant environ 250 tonnes de matières radioactives, ne sont toujours pas localisées. Personne ne peut dire aujourd'hui où elles sont exactement. Et rien ne permet d'écarter la possibilité d'explosion que certains scientifiques jugent d'ailleurs très probable : un contact entre ce corium et de grandes quantités d'eau serait en effet dramatique et pourrait provoquer une explosion avec un important dégagement de matières radioactives dans l'atmosphère. Cela pourrait être catastrophique et contaminer d'immenses régions, bien au-delà du Japon.

Au plus proche de la centrale, les conséquences de l'accident sur la population commencent à montrer leur étendue. Pneumonies, leucémies, thyroïdes enflées, saignements de nez, diarrhées, toux, asthme ou problèmes hormonaux semblent se multiplier chez les 2 millions d'habitants du secteur. Les enfants sont en première ligne, alors que les terres, les eaux et certains aliments sont fortement contaminés.

Dans la ville de Fukushima, située à 60 km de la centrale, la Criirad a mesuré une contamination de 370 000 Bq/kg dans la terre prélevée sous les balançoires d'une école primaire. Une radioactivité énorme. « Ce sol est devenu un déchet radioactif qui devrait être stocké dans les meilleurs délais sur un site approprié », déclarait alors l'organisation.

La nourriture est aussi un vecteur de contamination radioactive. Les autorités japonaises ont étendu le 29 novembre l'interdiction de vente de riz, notamment dans la région de Date, où des milliers d'agriculteurs ont dû suspendre leurs livraisons.

En avril, le gouvernement japonais a relevé la norme de radioprotection de la préfecture de Fukushima de 1 millisievert/an à 20 millisieverts/an pour les enfants. Or, ce taux est le seuil maximal d'irradiation en France pour les travailleurs du nucléaire !

Face à la catastrophe, et pour éviter des mesures de prévention jugées trop coûteuses, les autorités prennent des risques inconsidérés avec la vie des populations.

QUELS COÛTS POUR LES TRAVAILLEURS ET LA SOCIÉTÉ JAPONAISE ?

Les premières victimes ont évidemment été les travailleurEs présentEs sur le site au moment de la catastrophe, ou envoyéEs en zone fortement contaminée pour tenter de limiter les conséquences de celle-ci et ainsi probablement sauver des milliers de vies. On apprend ainsi que, juste après les explosions de mars, Tepco avait demandé à l'ensemble de

ses entreprises de sous-traitance de recruter « des gens qui n'avaient pas peur de mourir ». Aujourd'hui encore, ce sont des publics particulièrement défavorisés qui sont ciblés pour des campagnes de recrutement dans les entreprises sous-traitantes du nucléaire.

Mais cette catastrophe nucléaire aura des répercussions pendant encore des décennies. Le travail de décontamination prendra de longues années et les travaux coûteront une fortune : 130 milliards de dollars, au bas mot, d'après les experts japonais. À cela risquent de s'ajouter des coûts sanitaires et environnementaux difficiles à comptabiliser, tant le risque semble être aujourd'hui minimisé.

De la même manière que le plus lourd tribut sanitaire est actuellement payé par les travailleurEs, la facture sera également à la charge des classes laborieuses japonaises. Car si Tepco a su privatiser les bénéfices générés par l'exploitation de la filière nucléaire, c'est bien désormais la puissance publique qui doit faire face à l'immense chantier de décontamination et de prise en charge des conséquences environnementales et sanitaires.

QUELLES CONSÉQUENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DANS LE MONDE ?

La catastrophe de Fukushima, accident nucléaire le plus important que le monde ait connu depuis Tchernobyl, a relancé avec une grande vigueur le débat sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins de production électrique. Le mouvement de rejet de cette technologie et des risques qui y sont associés a fortement grandi en l'espace de quelques mois dans les populations des pays les plus nucléarisés. Face à ce mouvement de fond, mais aussi parfois à une réactivation de luttes militantes antinucléaires déterminées, certains pays ont fait le choix de mettre un terme à leur programme électro-nucléaire : Allemagne, Suède, Suisse, Belgique, Italie...

Ce choix, les autorités françaises continuent de le refuser, nous expliquant docement que le nucléaire français est le plus sûr du monde, reprenant ainsi un couplet que les autorités japonaises n'hésitaient pas à entonner avant le 11 mars 2011...

Les luttes antinucléaires en France ont eu beau reprendre de la vigueur au cours de l'année 2011 (insuffisamment, il est vrai), elles n'auront donc pas permis d'imposer une sortie rapide du nucléaire. Et les échéances électorales de l'année 2012 ne permettront pas à la population, pourtant de plus en plus consciente de la menace que fait peser cette

industrie sur nos vies, de faire un tel choix. En effet, même en cas d'alternance à la tête de l'Etat, le nucléaire civil sera un choix maintenu, le pacte PS-EÉLV prévoyant que le nucléaire représentera encore 50% de la production électrique française en 2025. Ainsi, de façon totalement irresponsable, on nous propose de continuer de faire de la France une exception à l'échelle mondiale en maintenant une des parts les plus élevées de production électrique d'origine nucléaire et en conservant plusieurs dizaines de centrales nucléaires dont beaucoup ont déjà plus de 30 ans et qui représentent autant de risques mortels pour les populations.

Faute de la prise en charge d'une sortie rapide et planifiée du nucléaire, en France aussi ce sont les travailleurs du secteur qui aujourd'hui paient les conséquences de la crise ouverte par la catastrophe de Fukushima. L'abandon du nucléaire par un nombre important de pays qui étaient clients d'Areva, mais aussi les revers commerciaux subis dernièrement avec l'EPR, ont fragilisé l'entreprise jusqu'alors présentée comme une fierté nationale, le fleuron de l'industrie nucléaire française. Face à ces difficultés, la réponse d'Areva ne s'est pas fait attendre : suppression d'un millier de postes par an. Encore une fois, ce sont donc aux travailleurEs que les dirigeants souhaitent faire payer la crise et l'incurie de leurs choix pourtant opérés aujourd'hui contre la volonté d'une majorité de la population.

Afin de ne pas continuer à faire courir aux populations un risque qu'elles refusent, le NPA propose un plan de sortie du nucléaire en dix ans, prenant comme base la réduction des consommations énergétiques, le développement des énergies renouvelables qui entraînera la création de centaines de milliers d'emplois, la création d'un grand service public de l'énergie sous contrôle des usagers et des salariés par expropriation des grands groupes (EDF, GDF-Suez, Total, Areva...) et la préservation de l'ensemble des emplois actuels de la filière par le biais de reconversions dans le démantèlement ou dans les énergies renouvelables. Souhaitons que 2012 voie les mobilisations antinucléaires croître à nouveau pour donner l'espoir de pouvoir un jour mettre en œuvre un tel plan.

Commission nationale écologie du NPA



Le basculement de l'Europe dans l'austérité durable et la récession

Dans la foulée de la crise financière et économique mondiale, a débuté ce qui allait devenir, à l'échelle internationale, la crise de la dette publique, des finances des États. Elle a commencé en Grèce pour se généraliser en 2011 à toute l'Europe. Cette « tempête » n'est pas le fruit de l'action de forces inconnues, une fatalité, mais bien la conséquence logique de la politique des États, eux-mêmes soumis volontairement aux financiers et à leurs augures, les agences de notation. Les progrès du mal peuvent se suivre étape par étape, sommet européen après sommet, chacun aggravant les dégâts provoqués par la politique décidée au précédent. La frénésie du profit, de la rentabilité financière a poussé et pousse en permanence les détenteurs de capitaux à anticiper toujours plus des profits qui ne sont pas encore réalisés par la vente des marchandises et sans même savoir si cette vente se réalisera. Cette frénésie a entraîné « l'exubérance » du crédit, de la finance devenue pour l'essentiel spéculative car déconnectée de la production de richesses réelles. À travers les ressacs de la tempête financière, les États sont devenus le seul point d'ancrage, la seule garantie pour cette multitude de spéculations, de prêts garantissant des prêts, de produits financiers sophistiqués, les Swaps et autres CDS...

Aujourd'hui, la tempête est telle qu'elle menace les États eux-mêmes, ou du moins les moins forts, les plus déstabilisés. L'Europe, maillon faible de l'économie mondiale, espace économique soumis à la libre concurrence dont dix-sept États partagent la même monnaie depuis dix ans, l'euro, sans avoir ni voulu, ni pu, ni su se donner les moyens étatiques d'intervenir de façon concertée sur le plan monétaire ni d'harmoniser les budgets des différents États, l'Europe est devenue le jouet des spéculateurs.

LE PRINTEMPS DE LA CONTAGION

Le peuple grec fut la première cible de l'acharnement des spéculateurs. La bourgeoisie grecque espérait trouver une place au soleil en Europe à la fois en empruntant sans limite aux banques européennes et en falsifiant ses comptes avec la complicité de Goldman Sachs, une des plus grandes banques américaines. Petit pays, miné par une bourgeoisie d'armateurs s'étant elle-même exonérée d'impôts depuis longtemps et par une Église orthodoxe à laquelle l'État a octroyé le même privilège, la Grèce devint la victime désignée des spéculateurs quand la tendance commença à s'inverser avec le début de la crise mondiale après 2007. L'idée qu'un État puisse être déclaré en banqueroute devenait une réalité.

Le 7 mai 2010, le Conseil européen valide un plan de sauvetage de 110 milliards d'euros des banques et des assurances créancières de la Grèce. Puis, la nuit du 9 au 10 mai 2010, pour éviter que la crise grecque ne s'étende à l'Irlande ou au Portugal, est créé le Fonds européen de stabilité financière (FESF) doté, en théorie, de 440 milliards d'euros. Rien n'y fera, l'Irlande dont l'État s'était endetté jusqu'au cou pour tenter de devenir un eldorado du libéralisme est prise à la gorge par



Nice, novembre 2011. Marche contre le sommet du G20. (DR)

ses créanciers. Pour sauver les banques et les assurances créancières de l'Irlande, le FESF, l'Union européenne et le FMI accordent, le 21 novembre 2010, un prêt de 85 milliards d'euros à l'Irlande. Après avoir sauvé la Grèce, les dirigeants européens se félicitent : ce prêt rassure les marchés et écarte tout danger de contagion de la crise de la dette. Mais ils savent bien en fait qu'ils n'ont fait qu'injecter de l'argent pour entretenir les spéculations des banques qui imposent des taux d'intérêts insupportables, 9% pour l'Irlande. Ainsi viendra le tour du gouvernement portugais de faire appel à l'Union européenne et au FMI pour lui permettre de faire face à ses créanciers après l'appel au secours, sur une chaîne de télévision portugaise, du président de la deuxième banque du pays, la banque Espirito Santo. Le 4 mai 2011, le Conseil européen valide le prêt de 78 milliards d'euros de l'UE et du FMI. Cette fois, la crise est définitivement enrayée, les dirigeants européens l'affirment, les marchés sont rassurés et le risque de contagion est définitivement stoppé...

L'ÉTÉ DES FLAMBÉES SPÉCULATIVES

Pourtant, l'été 2011, les marchés financiers insatiables ont trouvé leurs nouvelles proies. Ils se déchaînent contre les obligations d'État de l'Espagne et de l'Italie. Les taux de rendement de leurs obligations à dix ans atteignent 5,5% pendant que les banques continuent de s'acharner sur la Grèce.

Mais, sacrifiant leurs vacances d'été, Sarkozy et Merkel « sauvent une nouvelle fois l'Europe ». Le sommet européen du 21 juillet décide un nouveau prêt de 110 milliards pour permettre à l'État grec de payer ses créances aux banques et aux assurances créancières de la Grèce. La Troïka (Banque centrale européenne, Commission européenne, FMI) impose au gouvernement un plan de privatisation devant rapporter 30 milliards d'euros et un ensemble de mesures d'austérité contre les travailleurs et la population.

Mais rien n'y fait, le doute s'installe, les cours des principales places boursières européennes dégringolent. Le 18 août, le titre de la Société générale, après plus d'une semaine de baisse, perd 12,3% de sa valeur.

L'AUTOMNE DE LA PANIQUE

Le 27 octobre, un nouveau sommet impose un nouvel « accord » au gouvernement grec. Les banques sont contraintes d'abandonner 50% de la dette publique qu'elles détiennent sur la Grèce. Est mis en place un plan de recapitalisation des banques pour 106 milliards d'euros (30 milliards pour la Grèce, 26,1 milliards pour l'Espagne, 14,7 milliards pour l'Italie, 8,8 milliards pour la France et 5,1 milliards pour l'Allemagne). La Troïka impose des mesures d'austérité drastiques à la population et met la Grèce sous la tutelle de ses représentants.

Dès le lendemain, les cours boursiers recommencent à dégringoler. Le 29 octobre, le Premier ministre grec, Georges Papandréou, déclare

qu'il va soumettre l'accord du 27 octobre à un référendum et accentue la panique des marchés financiers. Geste de désespoir insupportable, Papandréou laisse la place à un gouvernement d'union nationale incluant l'extrême droite. Peu de temps après, ce sera le tour de Berlusconi. Deux chefs de gouvernement, issus d'une majorité élue au suffrage universel, sont destitués et remplacés par deux anciens de la banque Goldman Sachs : Lucas Papademos en Grèce et Mario Monti en Italie. Ils font aussitôt voter de nouveaux plans d'austérité par leurs parlements respectifs. Avec Mario Draghi nommé à la tête de la BCE, les hommes de Goldman Sachs occupent le terrain. Cela ne suffit pas à rassurer les marchés. La valeur de l'euro bat de l'aile. La France est menacée de perdre son triple A. C'est l'euro qui est maintenant dans le viseur de la spéculation...

L'HIVER DU GRAND FROID

Merkel et Sarkozy imposent alors un nouvel accord européen, le 9 décembre 2011. Ce diktat des deux puissances européennes prétend imposer une « règle d'or » budgétaire à tous les pays européens respectant les critères de Maastricht, règle qui devrait devenir constitutionnelle. Elle est associée à des sanctions. Les budgets des États sont placés sous la surveillance de la Commission européenne. Merkozy voudrait, par la force, surmonter les contradictions de l'Europe capitaliste bancaire en harmonisant les budgets et en imposant une gouvernance supranationale, au-dessus des parlements.

Ce sont les peuples qui sont ainsi mis sous tutelle, soumis à des plans d'austérité drastiques pour que les banques puissent bénéficier des largesses de la BCE. La dictature des marchés étrangle la démocratie. Mais cela ne saurait calmer les appétits du Moloch. Les cours boursiers continuent à faire du yoyo. La crise de la dette accentue la crise bancaire, obligeant les six principales banques centrales du monde à mettre sous perfusion les banques européennes pour que leur approvisionnement en dollars ne soit pas interrompu et obligeant la BCE à leur accorder un crédit de trois ans pour un total de 489 milliards d'euros. L'Insee annonce que la France et l'Union européenne viennent d'entrer en récession. De sommet en sommet, les États et les institutions financières reconduisent la crise, chaque fois à un niveau supérieur. Ils préparent la débâcle. Avec la généralisation de l'austérité et la récession, le développement de la crise de la dette publique en Europe débouche probablement sur une nouvelle phase de la crise mondiale combinant crise financière et crise économique.

Yvan Lemaitre

L'émergence des IndignéEs à travers le monde

Depuis le printemps 2011, de nombreuses manifestations pacifiques spontanées, rassemblant jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes, ont lieu à travers le monde. Au commencement, c'est peut-être le mouvement «Geração à rasca» («génération dans la dèche»), lancé le 12 mars au Portugal et reconnu comme la plus grande manifestation que le pays ait connue depuis la révolution des œillets en 1974, qui inspira ce que l'on appelle aujourd'hui le mouvement des IndignéEs. Celui-ci voit le jour, en Espagne, le 15 mai, avec pour unique revendication celle d'une réelle démocratie. Le mouvement du 15 mai, se réclamant aussi des influences du printemps arabe, et des mouvements grec et islandais de 2008, a alors très vite pris une certaine ampleur dans la péninsule ibérique. Considérant que les partis politiques ne les représentent plus et ne prennent aucune mesure en leur faveur, les Indignados espagnols se mettent à camper sur les places principales des villes, notamment à la Puerta del Sol à Madrid, jusqu'aux élections du 22 mai 2011. Ces manifestantEs, pour la plupart assez jeunes et fortement touchés par le chômage, reçoivent alors l'appui de plus de 500 associations très diverses (tout en refusant la collaboration avec les partis politiques et les syndicats) et dénoncent le chômage, les mesures d'austérité et le pouvoir des banques. Les forces anti-émeutes finissent par les déloger avec violence et par interdire tout rassemblement mais la mobilisation ne s'arrête pas là, puisque le mouvement du 15 mai s'exporte très vite à l'étranger. Des mouvements similaires, qui se réfèrent aux «IndignéEs», apparaissent alors dans d'autres pays. L'indignation devient européenne. Mais ces mobilisations, en mai 2011, sont bien moindres en dehors de l'Espagne. Il s'agit le plus souvent de manifestations quotidiennes rassemblant entre 30 et 300 personnes.

LA GRÈCE APRÈS L'ESPAGNE

Dès le 25 mai, c'est la Grèce qui s'indigne. À Athènes, sur la place Syntagma, les IndignéEs grecs convergent pour dénoncer la gestion désastreuse des finances publiques, les plans de rigueur imposés par le gouvernement et la corruption des hommes politiques. Le 5 juin, on estime entre 100 000 et 500 000, les personnes rassemblées en ce lieu. Puis le 15 juin, c'est un appel à la grève générale qui est lancé à la population afin de rejoindre les «IndignéEs» devant le Parlement. À la suite de cette pression, le 9 novembre, le Premier ministre George Papandréou démissionne pour laisser place à un gouvernement d'union nationale dirigé par Loucas Papadémos. En Belgique, le mouvement des IndignéEs s'établit lui

aussi dans plusieurs villes du royaume (Bruxelles, Liège, Namur...) regroupant quelques centaines de personnes jusqu'à ce que la police procède à l'expulsion des campements d'Xelles et de Liège. Il faut attendre le mois de septembre et l'arrivée des marches européennes à Bruxelles pour voir à nouveau des IndignéEs en masse dans la capitale européenne. En France, les premières manifestations de soutien aux Espagnols ont eu lieu aussi très vite. Le 15 mai, ils se rassemblent à Bayonne et les 19 et 29 mai à Paris, où 3 000 personnes convergent place de la Bastille. Dans plus d'une cinquantaine de villes, des manifestations et des rassemblements ont également lieu. Le mouvement se construit progressivement mais les difficultés restent massives : la répression policière est importante et toute tentative de campement est systématiquement compromise.

LE MOUVEMENT TRAVERSE L'ATLANTIQUE

À l'automne, les IndignéEs parisiens se sont mis à occuper la Défense, en écho aux actions d'«Occupy Wall Street», mouvement né aux États-Unis et lié à celui de «¡Democracia real ya!» Lancé par le magazine canadien *Adbusters* et relayée par plusieurs groupes de désobéissance civile américains dont les Anonymous, ce mouvement anticapitaliste sans leader s'indigne outre-Atlantique contre le trop grand pouvoir de la finance et l'accroissement des inégalités sociales. Il affirme représenter «les 99% de la population contre les 1% les plus riches». L'occupation d'une place à Wall Street lance l'indignation à travers tout le pays. Le 6 octobre, on comptait 146 villes américaines mobilisées. Plus de 30 000 New-yorkais sont finalement descendus dans les rues en résistance contre l'austérité. Cette occupation a aussi donné des idées aux Londoniens puisque le 15 octobre, un collectif appelé «Occupy LSX» (Occupy London Stock Exchange) appelle à la première manifestation d'IndignéEs à Londres. Des tentes sont alors installées sur le parvis de la cathédrale Saint-Paul, au cœur de la City, puis sur Trafalgar Square et enfin dans un immeuble inoccupé de la banque suisse UBS, réquisitionné pour y créer une banque d'idées. Les forces de l'ordre interviennent mais l'exaspération est là, comme en témoignent les 2 millions de salariéEs de la fonction publique anglaise qui participent à la première grève générale depuis 1979 à Londres.

Cette même exaspération, alimentée par la hausse du coût de la vie et des inégalités, a aussi précipité, le 3 septembre, près d'un demi-million de personnes dans les rues à Tel-Aviv et dans les principales villes du pays. La démocratie

israélienne est profondément malade de son système électoral et de la corruption ambiante. Les politiques israéliens sont interpellés par ces IndignéEs.

ET GAGNE L'EST

Tout comme en Russie d'ailleurs. En effet, au lendemain des élections russes et son lot de falsifications massives de la part du parti du pouvoir, presque 10 000 personnes se sont retrouvées à manifester dans la capitale. Après quoi, plus de 300 personnes ont été arrêtées à Moscou et autour de 200 à Saint-Petersbourg. Le 10 décembre, alors qu'était annoncée une journée nationale de protestation, 100 000 personnes ont défilé sur la place Bolotnaïa, à Moscou, et à peu près autant en province, toutes villes confondues. Dans les rues, comme dans les autres pays, c'est un mélange d'euphorie de se retrouver ensemble et de colère face à cette usurpation de démocratie. De la Tunisie à l'Espagne, de la Grèce à la France, du Royaume-Uni à Israël, des États-Unis à la Russie, la protestation se répand comme une traînée de poudre, et sur

les places du monde les citoyenEs se rassemblent. Les situations de tous ces pays sont pourtant extrêmement différentes : les IndignéEs européens dénoncent les mesures d'austérité, les Uncuts anglais dénoncent les coupes budgétaires, les Occupy anglo-saxons ont pris pour cible la finance, les Russes s'indignent eux de la fraude électorale... Autant de combats qui exigent la mise en place d'une réelle démocratie, d'une réelle réappropriation de l'espace public. À travers les assemblées populaires et l'exercice

du consensus, le pouvoir est à nouveau entre les mains de tous. Le mouvement des IndignéEs s'autogère et met la démocratie participative au centre des débats. Les exigences locales sont mises en réseau et portées à d'autres niveaux, avec une mutualisation des revendications autour de ce même axe démocratique. Mais quelles peuvent être les perspectives au niveau mondial? Les luttes restent très localisées et les revendications très générales. Il faudra suivre avec attention ce à quoi aboutira l'appel à la grève internationale lancé pour le 15 mars 2012 et les projets portés par ces différents pays qui s'indignent... Même si le mouvement emportera très probablement l'adhésion des populations, il y a fort à parier que les perspectives seront bien difficiles à trouver pour ces IndignéEs.

Coralie Wawrzyniak



Attaquer les droits sociaux pour nous faire payer la crise

La crise économique qui sévit depuis plusieurs années sur la plus grande partie de la planète fournit le prétexte aux politiques de régression mises en œuvre dans toujours plus de pays.

Et si tout avait commencé dans le pays aujourd'hui présenté comme le modèle économique qui résiste le mieux à la crise, l'Allemagne? Dans un programme au nom prémonitoire, «Agenda 2010», le gouvernement d'alliance «rouge-verte» de Schröder-Fischer a largement anticipé des mesures qui font aujourd'hui rêver nombre de gouvernements de droite ou de gauche. D'une part, endiguer la baisse des taux de profit en réduisant de façon draconienne les salaires. D'autre part, développer des secteurs sources d'emplois, comme l'aide à la personne, grâce à des emplois aidés et des salaires de misère. La funeste loi Harz IV a ainsi permis la généralisation des emplois précaires, la baisse des prestations sociales, la montée de la pauvreté et le développement des inégalités. 8 millions de personnes dont de nombreux travailleurs pauvres vivent ainsi avec une misère de 369 euros. Ce sont ces deux voies traditionnelles que la plupart des gouvernements ont suivi jusqu'à maintenant : licenciements, suppressions de postes et précarisation de l'emploi d'un côté, austérité salariale de l'autre.

Avec le développement de la crise, de nombreux gouvernements ont multiplié les mesures de régression sociale. Partout les services publics sont parmi les premières victimes de ces politiques : privatisation, non-remplacement des départs en retraite, suppression de postes. Blocages des salaires et croissance inégalée du chômage viennent compléter ces politiques.

Mais face à la durée et à l'aggravation de la crise, bourgeoisies et gouvernements savent qu'ils vont être obligés de frapper plus fort. Déjà bien engagés, ces plans ont abouti, pour le seul secteur de l'automobile aux États-Unis, à des centaines de milliers de suppressions d'emplois (de 1,7 million en 1980 à moins de 700 000 aujourd'hui), avec des régions comme le Michigan, des villes comme Flint ou Detroit qui en sortent ravagées socialement et économiquement. Detroit, ville de 2 millions d'habitants dans les années 1970, n'en compte plus que 800 000 aujourd'hui, avec des quartiers entiers désertés. En France, ce sont déjà, rien que chez PSA, des centaines de postes d'intérimaires, CDD, prestataires qui vont passer à la trappe et des milliers de suppressions de postes en CDI, voire des fermetures de sites qui sont programmées. Pour imposer cette politique, il leur faut des modifications importantes des rapports de forces tels qu'ils sont inscrits dans l'ensemble des relations sociales. Ce sont tous les systèmes de convention collective et des pans entiers du code du travail qui doivent être mis en cause. La branche automobile, pilier de bien des économies développées, est aussi parmi les plus touchées dans cette première phase de récession. Elle sert aussi de banc d'essai aux politiques de régression sociale. Aux États-Unis, en Italie, en Pologne, en Slovaquie, en Espagne, en France, les blocages des salaires et les liquidations de sites ne suffisent pas à faire face au suréquipement et à la surproduction globale. Pour passer à la phase suivante, les patrons ont entamé une nouvelle offensive. Des accords, avec chantage à la fermeture de sites, sont proposés aux syndicats, prévoyant non seulement des blocages de salaires mais aussi des embauches avec des salaires près de deux fois

inférieurs à ceux des salariés en poste, des quasi-interdictions de faire grève, des sanctions pour arrêt maladie voire des sorties du cadre des conventions collectives. Les syndicats non-signataires se retrouvent exclus de représentation dans l'entreprise soit totalement (États-Unis) soit de fait (Italie). En cas de réticences syndicales, les patrons recourent à des référendums, avec toujours le même chantage à l'emploi, qui leur permettent de contourner les organisations syndicales (France, Italie).

Pour les organisations syndicales, l'enjeu est décisif. Soit elles perdent encore plus de crédit comme outil de défense des intérêts immédiats des travailleurs comme l'United Automobile Workers (UAW) aux États-Unis où la majorité des syndicats italiens, espagnols ou polonais, soit ils s'engagent dans une bataille difficile dans laquelle leur existence avec les moyens traditionnels, concédés dans l'après-guerre par les bourgeoisies, est remise en cause. La FIOM (Fédération des travailleurs employés dans la métallurgie) et moins clairement la CGIL (Confédération générale italienne du travail) en Italie hésitent dans leur choix. Demain, en France, la CGT ou la FSU peuvent être prises dans les mêmes contradictions. Les militantEs anticapitalistes ne peuvent être indifférentEs à ces enjeux et doivent être doublement impliqués dans la construction d'un rapport de forces plus favorable au salariat et dans les débats qui traversent le mouvement syndical

Robert Pelletier

KANAKY L'USTKE depuis trente ans pour l'indépendance et la lutte de classe

L'USTKE a fêté son 30^e anniversaire à la fin 2011. Pour le syndicat, une des échéances essentielles est le début du processus d'indépendance qui devrait commencer en 2014.

Créée le 5 décembre 1981, l'USTKE a fêté à la fin de l'année dernière son 30^e anniversaire. Le festival musical organisé sur la plaine de Kuendu à Nouméa a drainé plus de 15 000 participants venus en famille écouter la musique, manger et échanger avec les militantes et les militants qui tenaient des stands autour. Les syndicalistes kanak qui ont créé l'USTKE ne se retrouvaient pas dans les organisations corporatistes existantes où la place du Kanak dans le monde du travail était occultée. Dès le début, le syndicat s'est ouvert à toutes les autres ethnies du territoire, c'est tout le sens du nom de l'organisation qui associe les travailleurs kanak et tous les autres exploités. Deuxième organisation syndicale du pays, l'USTKE est un acteur incontournable de la vie politique et sociale de Kanaky. C'est un syndicalisme de lutte de classe et indépendantiste que porte l'organisation conformément à ses statuts : « L'USTKE se prononce pour le droit à l'autodétermination du peuple kanak et au libre exercice de sa souveraineté nationale, et pour la suppression de l'exploitation capitaliste. L'USTKE

se détermine en conséquence pour l'accession à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et pour la socialisation des moyens de production et d'échange. Elle s'engage donc dans la lutte pour l'indépendance kanak socialiste ».

IMPOSER LE DROIT DU TRAVAIL

C'est d'abord sur le terrain social que l'USTKE a su s'imposer en obtenant des avancées pour les travailleurs dans un pays où le patronat s'affranchit souvent du droit du travail quand il ne refuse pas la transposition dans le droit local des avancées obtenues en France : reconnaissance des CE, retraite complémentaire, formation professionnelle... Les salaires sont aussi un axe important dans cette colonie où les revenus des 10% les plus riches représentent huit fois ceux des 10% les plus pauvres (à comparer à un coefficient de 3,6 en métropole et 6,3 dans les DOM). L'emploi local, c'est-à-dire l'accès à l'emploi pour tous les gens nés sur le territoire, est un autre thème que l'USTKE a su imposer dans le débat politique et sur le terrain. Si aujourd'hui il existe une loi, certes insuffisante, de protection



Toute la semaine de l'anniversaire de l'USTKE, Radio Djido, la radio indépendantiste, a émis depuis le siège du syndicat. De nombreux invités ont témoigné et débattu sur l'histoire du syndicalisme en Nouvelle-Calédonie et le rôle de l'USTKE dans le mouvement indépendantiste. Olivier Besancenot a témoigné du soutien de la LCR puis du NPA à la lutte du peuple kanak. Ici à côté d'Alain Mosconi du Syndicat des travailleurs corses. (BERNARD ALLETON)

de l'emploi local, c'est bien parce que depuis 1981, le syndicat en a fait une de ses priorités.

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

L'USTKE, c'est également la défense de l'environnement contre le pillage et la dénaturation des îles et de la mer qui les entoure. Pour la première fois depuis le début de la colonisation en 1853, la gestion des importantes ressources minières n'est plus uniquement entre les mains des entrepreneurs. Sur le plan politique, l'accord de Nouméa, ratifié en 1998, fixe à 2014 le début du processus référendaire

pour ou contre l'indépendance.

OBTENIR L'INDÉPENDANCE

L'assemblée territoriale qui sera élue en 2014 devra organiser les consultations. Pour que les bonnes questions soient posées, il faut que les forces indépendantistes pèsent de tout leur poids. L'USTKE, avec l'aide du Parti travailliste qu'elle a fondé, milite pour que ce soit bien l'indépendance qui au soit au rendez-vous. L'État colonial à Paris et ses relais locaux mènent une intense propagande pour que l'échéance soit repoussée à nouveau de 30 ou 50 ans, le temps que les ressources du sous-sol (le nickel en particulier) soient exploitées à fond, le temps aussi que la colonisation de peuplement toujours à l'œuvre ait définitivement rendu les Kanak minoritaires sur leur terre. Officiellement le discours est paternaliste : certes les Kanak ont fait

beaucoup de progrès grâce aux bienfaits de la colonisation, mais ils ne sont pas encore prêts, quelques décennies supplémentaires sont nécessaires pour les amener à notre niveau. L'USTKE de son côté rappelle que si on attend du colonisateur qu'il décrète que les Kanak sont prêts à l'indépendance, il faudra qu'il n'y ait plus rien à exploiter sur ce territoire. Tous les États voisins ont été colonisés par les puissances occidentales au XIX^e siècle, l'indépendance ne les a pas plongés dans le chaos, il n'y a aucune raison qu'il en soit autrement pour la Kanaky.

Bernard Alleton

1. Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités.

Le Parti travailliste, fondé en novembre 2007 par l'USTKE a tenu son 3^e congrès en décembre 2011. Ce jeune parti est le relais politique de l'USTKE dans le débat politique. Après un développement rapide, il obtient 25 élus aux municipales de 2008, 7 aux élections provinciales en 2009, dont 4 siègent au congrès du territoire. Dans le gouvernement collégial élu à la proportionnelle des élus, Georges Mandaoué du PT est en charge du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'identité kanak et des affaires coutumières. Ce développement rapide et l'implication dans la gestion d'exécutifs ont créé des tensions très vives. Le 3^e congrès s'est tenu à huis clos pour que tous les problèmes posés soient débattus librement. Au terme des débats, parfois vifs, l'unité du parti a été maintenue avec un échéancier de conventions, début 2012, devant arrêter la tactique pour les rendez-vous électoraux, municipales et surtout provinciales de 2014 en vue du référendum d'autodétermination pour l'indépendance. Louis Kotra Uregei a été confirmé à la présidence du parti.

Pétroplus, quand les banques et les multinationales jouent nos vies au Monopoly de la finance

Après avoir bénéficié de milliards d'euros d'aides, les banques refusent aujourd'hui de prêter à Pétroplus, mettant en danger l'activité de plusieurs raffineries et menaçant des centaines d'emplois.

Le groupe suisse Pétroplus est à la tête de cinq raffineries en Europe, dont l'une à Petit-Couronne (76) près de Rouen qui emploie 550 salariés directs. Il avait annoncé en novembre dernier la fermeture du secteur des huiles, ce qui représentait 120 emplois supprimés. Entre Noël et le jour de l'An, en guise de bons vœux, le directeur financier du groupe a annoncé à la presse que les banques refusaient de lui accorder le moindre crédit. Un milliard de dollars attendus par Pétroplus seraient bloqués, ce qui justifierait d'après lui, l'impossibilité d'acheter le pétrole brut pour approvisionner ses raffineries. Pétroplus, dont le titre a chuté à la Bourse de 98% de sa valeur, fait planer la menace de la fermeture de deux, trois ou cinq raffineries en Europe, dont celle de Petit-Couronne, menace poursuites salariales ainsi que pour les centaines de sous-traitants et tous les secteurs qui dépendent de cette entreprise. Cette décision est tout à fait inadmissible. Pétroplus se dit impuissant devant la décision des banques, mais n'explique pas les raisons de ce refus. Le groupe ne profite-t-il pas de l'occasion pour se débarrasser du secteur du raffinage et engager ses capitaux dans des secteurs jugés plus rentables ? Voilà comment (dys)fonctionne le système capitaliste : des spéculateurs financiers, des banquiers ont le pouvoir de vie et de mort sur des entreprises et sur des milliers de salariés en décidant ou non

de financer, en jouant leurs vies au Monopoly de la finance. Personne ne les contrôle ni les États ni les gouvernements. En revanche, ces mêmes banques ont bénéficié de milliards d'euros de fonds publics mais ni les États ni les gouvernements ne leur demandent de rendre des comptes, où est allé l'argent. Cet argent public, c'est-à-dire celui des contribuables est allé dans les coffres-forts des banquiers, les mêmes qui aujourd'hui ferment le robinet, coupent séance tenante les lignes de crédit, empêchant la production et les investissements. Quand les travailleurs cessent le travail et occupent les raffineries, comme lors du mouvement des retraites, l'État et le gouvernement envoient leurs CRS dans les usines, traînent les syndicalistes devant les tribunaux. Mais quand il s'agit des banquiers, ni les employeurs, ni l'État, ni le gouvernement ne peuvent rien contre eux ! Il est urgent de placer l'ensemble du secteur énergétique sous le contrôle des salariés et de la population, qui en est l'usagère, après expropriation de ces groupes comme Pétroplus, mais aussi des banques qui les alimentent. On ne peut pas laisser notre sort entre les mains des spéculateurs financiers. Bien sûr, cela exige une mobilisation des travailleurs, une lutte où se rassemblent tous les secteurs de l'énergie menacés actuellement et, au-delà, des autres filières livrées elles aussi au bon vouloir des financiers et des industriels. Alors



seulement on pourra vraiment décider de ce que l'on produit et comment, en veillant à préserver les emplois pour tous.

Pour l'instant, les salariés de Pétroplus sont encore sous le choc. Depuis plusieurs semaines déjà, ils sont dans l'inquiétude après la première annonce de la fermeture des huiles et organisent des AG régulières à la porte de l'entreprise. À la suite de l'annonce menaçant de fermeture, ils ont décidé en assemblée générale de bloquer toutes les expéditions de carburant et de garder les stocks.

Mardi 3 janvier, un appel à un rassemblement devant l'entreprise avec soutien des salariés et syndicats de l'agglomération rouennaise était lancé par la CGT. Les patrons et les banquiers ont déclaré la guerre. Aucun salarié ne doit faire les frais des calculs financiers des multinationales du pétrole et de la rapacité des banques.

Aucun licenciement !
Aucune suppression d'emploi !
Aucune perte de salaire !

Correspondant local

LE N°27 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO
Un dossier sur l'Allemagne, des repères sur la fin de l'Union soviétique en décembre 1991, des pages « campagne » consacrées aux services publics, un article sur la situation en Grèce... et bien d'autres articles.
Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : Tout est à nous!, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.





La torpille Karachi se rapproche de Sarkozy.

Libération a révélé le 2 janvier qu'un témoignage devant la Justice certifiait que Nicolas Sarkozy avait validé en personne la création en 1994 d'une société offshore servant à payer des intermédiaires dans les ventes d'armes. L'affaire Karachi est centrée sur des «rétro-commissions» que la justice suspecte d'avoir été payées à des hommes politiques français pour assurer la vente de trois sous-marins au Pakistan en 1994. Cet argent aurait ensuite été utilisé pour financer la campagne présidentielle d'Edouard Balladur de 1995. Sarkozy, alors ministre du Budget et porte-parole de Balladur, a toujours prétendu être «*totalemment étranger à cette affaire*». Aujourd'hui, un haut fonctionnaire dit le contraire devant le juge : Sarkozy a validé le montage financier. Une corruption au plus haut niveau de l'État qui a permis de payer illégalement une campagne électorale ainsi que de réaliser des enrichissements personnels. Le système de corruption mis en place reposait sur des structures opaques dans les paradis fiscaux de l'île de Man, des Bahamas et des îles Caïmans. Ces mêmes paradis fiscaux que Sarkozy veut mettre «*au ban de la communauté internationale*»...

Libérez Sergey Oudaltsov et Yaroslav Nikitenko ! Les militants écologistes russes Sergey Oudaltsov et Yaroslav Nikitenko, tous deux militants actifs de la défense de la

forêt de Khimki, près de Moscou, ont été arrêtés et emprisonnés. Sergey Oudaltsov a été arrêté le 4 décembre dernier sans aucun motif avant une manifestation populaire contre la fraude électorale aux élections législatives. Après avoir passé plusieurs jours en détention préventive, il a été condamné le 25 décembre à dix jours de prison. Cette décision est tombée au lendemain d'une nouvelle manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes protestant contre les fraudes.

Malgré une grève de la faim et de la soif, Sergey est resté en détention. Reconnu coupable de résistance à la police, il a été ramené à l'hôpital le 1^{er} janvier après avoir souffert d'un malaise au tribunal. Selon Amnesty International, sa vie est en danger. Plusieurs centaines de manifestantEs et figures de l'opposition s'étaient regroupées le jour de Noël devant et au sein de l'enceinte du tribunal moscovite pour apporter leur soutien à Sergey. Ils ont été violemment expulsés malgré la présence de journalistes. L'un des manifestantEs, Yaroslav Nikitenko, a été appréhendé et également condamné à dix jours d'emprisonnement. Yaroslav était présent en juillet dernier au côté des opposantEs au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, pour dénoncer les méfaits des projets Vinci, ici et ailleurs.

La convergence des luttes de Khimki et Notre-Dame-des-Landes est le symbole d'un même combat

écologique et démocratique qui dépasse les frontières.

La coordination nationale des opposantEs à Notre-Dame-des-Landes, solidaire du combat contre la dévastation de la forêt de Khimki par Vinci, exige des autorités russes la libération de Yaroslav Nikitenko et de Sergey Oudaltsov, condamnés pour délit d'opinion.

Victoire pour les travailleurEs sociaux de l'OHN.

Après quatre jours de grève largement majoritaire et un piquet 24 heures sur 24 devant un de leurs foyers d'hébergement, les salariéEs de l'Œuvre hospitalière de nuit (OHN) de Rouen ont obtenu des réponses positives à l'essentiel de leurs revendications. L'ampleur de la mobilisation a mis la direction dans l'incapacité de poursuivre l'accueil des personnes hébergées, l'obligeant, sous contrôle de la préfecture, à mener des négociations. L'OHN (150 salariéEs) subit, comme tout le secteur social, la politique de désengagement de l'État et du conseil général. Les conditions de travail et l'accueil des publics sont devenues insupportables et indignes. Le conseil général a réduit d'un tiers le budget pour l'insertion en 2009, ainsi qu'en 2012. Au niveau national, 15% de budget pour l'hébergement d'urgence ont été supprimés... Pour l'heure, les grévistes ont obtenu le passage des CDD abusifs en CDI, la réintégration d'un collègue licencié, une part plus importante de l'employeur dans la cotisation de la mutuelle obligatoire et le paiement

C'est en millions d'euros ce que devrait coûter une des dernières mesures populistes de Sarkozy : l'adjonction de deux jurés en correctionnel. Alors que la justice souffre du manque de moyens, que les juges voient les dossiers s'accumuler, il faudra défrayer deux personnes qui n'auront aucun pouvoir puisque minoritaires par rapport aux trois juges professionnels et qui auront bien du mal à statuer sur la peine à appliquer en fonction des délits. Mais peu importe pour le président de la com... Il pense ainsi nous faire oublier tous les cadeaux faits aux riches et les affaires dans lesquelles il est potentiellement impliqué.

des jours de grève ! Rendez-vous a été pris le 3 janvier avec la Direction départementale de la cohésion sociale pour négocier les budgets de l'hébergement d'urgence, et le 4 janvier avec le conseil général pour les budgets des actions d'accompagnement des plus démunis. Ce dernier rendez-vous devait se faire avec la présence d'autres associations de l'agglomération (Inser Santé, l'Œuvre normande des mères...). Les salariéEs de l'OHN ont suspendu le mouvement en attendant le résultat de ces négociations. Pour amplifier le rapport de forces, un appel a été lancé par des syndiquéEs et non-syndiquéEs de plusieurs associations (regroupés au sein du collectif 76) pour une «*ournée morte*» dans le social le 10 janvier (appel co-signé avec Sud santé social 76, la CFDT et la CGT). À suivre donc, la lutte paye !

Seafrance : les rats capitalistes refusent d'embarquer. Formidables, tous ces politiques, économistes, journalistes qui découvrent l'existence des Scop en même temps que le président du chômage promet, une fois de plus (après Grandrange, Molex et autres), qu'il ne restera pas les bras ballants devant des suppressions d'emplois. Pourtant il leur suffirait de diriger leurs regards vers Gémenos, où les salariéEs de Fralib bataillent depuis des mois pour mettre en place une coopérative à la suite de l'abandon de la production par Unilever. Mais pour Seafrance, pas de loi aveugle du marché, pas de groupe international liquidateur d'emplois français. Seafrance appartient à la SNCF, entreprise du secteur public, propriété de l'État. La concurrence ? Pour l'essentiel le tunnel sous la Manche dont l'activité est également assurée principalement par la SNCF. En fait, le gouvernement, en faisant semblant d'aider à la sauvegarde de l'entreprise, tente seulement de sous-traiter les suppressions d'emplois. Les autres repreneurs n'ayant pas été acceptés, ce sont les salariéEs eux-mêmes, au travers d'une Scop mal engagée, qui

gèreraient leurs licenciements. Plus que jamais, l'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail sont les seules pistes raisonnables.

Xavier Mathieu : «Mettre fin au harcèlement judiciaire»

Mercredi 4 janvier, Xavier Mathieu, porte-parole des salariéEs de Continental, comparait devant un tribunal pour refus de se soumettre à un prélèvement ADN. Cette demande de prélèvement est faite à la demande du parquet, c'est-à-dire du gouvernement, déjà à l'origine de la procédure et de cette nouvelle comparution, en appel de la décision du tribunal de Compiègne le 28 juin 2011. Ce que le gouvernement ne digère pas, c'est bien sûr l'exemplarité d'une lutte qui a montré à des millions de travailleurEs que la résignation n'était pas la seule solution. Mais l'inacceptable pour ce gouvernement liberticide c'est le jugement en première instance qui stipule qu'à propos de l'action des Conti, il faut distinguer des «*faits [qui] ont été commis en plein jour, dans le cadre d'une manifestation organisée et [qui] s'inscrivent dans une logique parfaitement lisible de combat syndical*» et ceux qui s'inscriraient «*dans une démarche à vocation purement délinquante et antisociale*». Les premiers ne relevant «*aucunement d'un engagement délibéré ou d'un cheminement conscient et volontaire dans la voie délinquante*» rendent le recueil de l'ADN de la personne en cause en vue de son identification ou de sa recherche «*inadéquat, non pertinent, inutile et excessif*». C'est un rejet pur et simple de la criminalisation de l'action militante. Inacceptable pour les Guéant, Hortefeux et Sarkozy. Bien sûr ceci n'est pas contradictoire avec notre refus des prélèvements ADN ou autres moyens qui sont des outils indispensables pour les maniaques du fichage et de la répression. La mobilisation de ce mercredi 4 janvier a été l'occasion de manifester le rejet unitaire et massif de cette politique.

LOGEMENT

Le Noël des expulsésEs



Saint-Denis, le 21 décembre. La mobilisation contre les expulsions de squats et pour le droit au logement continue. Un repas de Noël a été organisé sur le parvis de la mairie, pour les expulsésEs du 76 rue Gabriel-Péri. L'atelier de la Belle Étoile a animé la soirée. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®